

HAITI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

N° 34/ Période couverte: 25 juillet - 25 août 2008

Publication Août 2008

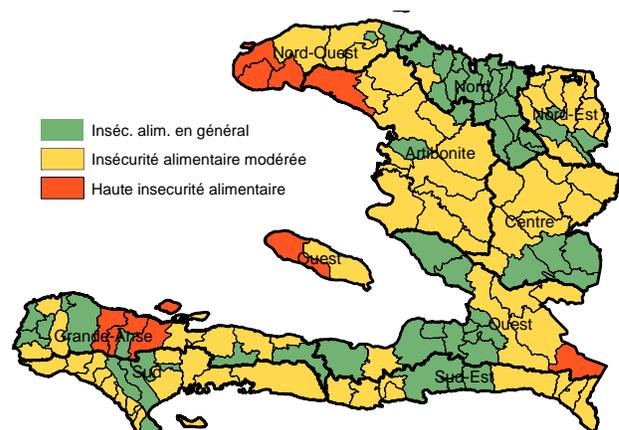
Résumé et recommandations

La tempête tropicale Fay qui est passée sur la partie Sud d'Haiti les 15 et 16 août 2008 y a déversé beaucoup de pluies, et a provoqué sept décès officiellement confirmés. Fay n'a pas eu d'impact important sur le secteur agricole, à l'exception de quelques dégâts localisés dans les cultures de bananiers, de fruitiers et de haricots. Comme les experts prévoient une pluviométrie et une activité cyclonique supérieures à la moyenne pour les trois prochains mois, il faut s'attendre à des inondations de plus grande ampleur plus tard dans la saison (juin à novembre). *Remarque: Ce flash préparé avant le 26 août ne tient pas compte des impacts du cyclone Gustav, particulièrement considérables dans les départements de l'Ouest, Nippes, Sud-Est, Sud et Grand' Anse. Ces impacts seront analysés dans le prochain flash.*

La récolte de la saison de printemps intervenue en juillet et août s'est avérée plutôt moyenne. Les conditions du marché international n'ont toutefois pas permis une baisse sensible du prix aux consommateurs du riz, l'un des aliments de base le plus consommé en Haiti. A la mi-août 2008, son prix au détail avait augmenté à Port au Prince d'environ 42% par rapport au prix d'avril, en raison de l'augmentation du prix du carburant, de l'arrêt des subventions du riz importé et de la baisse du taux de change, entre autres.

Les programmes de réponse à la crise alimentaire actuelle (relance de la production agricole nationale, distribution d'aide alimentaire, travaux de haute intensité de main-d'œuvre, appui aux écoles pour la rentrée scolaire, etc.) sont suffisamment diversifiés mais restent trop limités pour répondre aux immenses besoins du pays. Ceci vaut en particulier dans les zones les plus affectées telles que les zones semi-arides du Nord-Ouest, du Nord-Est, de l'île de la Gonâve et de la Grande-Anse et dans les quartiers pauvres des villes (voir Figure 1). Le nombre estimatif de personnes les plus affectées par la crise est maintenu à 2,5 millions.

Figure 1. Estimation de l'insécurité alimentaire actuelle



Note : Il existe parfois une grande hétérogénéité au sein des communes figurant dans la carte. Par exemple, Cité Soleil devrait être en rouge mais il ne peut être distingué de l'ancienne commune de Port au Prince

Source : MARNDR/CNSA

Vu l'insécurité alimentaire actuelle, il est recommandé ce qui suit au Gouvernement, aux bailleurs de fonds, organisations de la Société Civile et autres intervenants de terrain: 1) augmenter et intensifier les activités de réponse à la crise alimentaire actuelle en cours et cibler davantage les zones les plus affectées; 2) renforcer sans délais les programmes de développement agricole, en particulier celui des cultures de substitution aux céréales importées, telles la patate douce dont les paquets techniques sont bien maîtrisés en Haiti; et 3) renforcer la coordination, le suivi et l'évaluation de performance des programmes de développement et des opérations de réponse aux crises.

Calendrier saisonnier et événements significatifs



Ce rapport est rendu possible grâce au support des organisations suivantes



CNSA : www.cnsahaiti.org
FEWS NET Haiti : haiti@fews.net
www.fews.net



Union Européenne

CSNA 7, Delmas 99, PAP Haiti
Tél-Fax. : (509) 237-3055
2257-6333 ; 2527-2633



FEWS NET Washington
1717 H St NW
Washington DC 20006



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui supportent CNSA (Union Européenne, FAO, WFP) et FEWS NET (USAID).

Etat d'insécurité alimentaire actuelle

La crise alimentaire surtout causée par des prix extrêmement élevés des aliments de base (riz, maïs, haricots, tubercules), et qui avait culminé avec les manifestations violentes de début avril 2008, reste inchangée. En effet, malgré les récoltes de la saison de printemps, les prix ont augmenté davantage pendant les mois de juillet et août. Le Gouvernement et ses partenaires continuent à mettre en œuvre les programmes de réponse à la crise alimentaire actuelle (subvention par le Gouvernement du prix des engrais pour stimuler la production agricole nationale, distribution d'aide alimentaire, travaux de haute intensité de main-d'œuvre, appui aux écoles pour la rentrée scolaire, etc.), mais la coordination, le suivi et l'évaluation de leur impact au niveau national sont mal maîtrisés. En plus, les interventions sont jusqu'ici limitées dans le temps et dans l'espace. D'une part, elles sont circonscrites dans des aires géographiques très réduites, en raison de ressources insuffisantes du Gouvernement et des bailleurs de fonds, et par conséquent touchent une faible fraction de la population. Elles répondent surtout à des besoins d'urgence et ne devraient pas avoir d'impacts durables. D'autre part, même si la situation de sécurité alimentaire s'améliore en milieu rural, cette amélioration est insignifiante en milieu urbain. En effet, les populations urbaines dépendent encore plus du marché. Par conséquent, les informations anecdotiques disponibles font état de stagnation ou d'aggravation de la situation actuelle. L'analyse de l'accès aux aliments suggère aussi une aggravation de la situation, où les conditions du marché international n'ont pas permis une baisse sensible du prix du riz à la consommation. Le riz est l'un des aliments de base le plus consommé en Haïti. Ceci amène la CNSA et FEWS NET à maintenir pour le moment le chiffre estimatif de 2,5 millions de personnes vulnérables les plus touchées par la crise, en particulier dans les zones semi-arides du Nord-Ouest, du Nord-Est, de l'île de la Gonâve et de la Grande-Anse, et dans les quartiers pauvres des villes. Ses zones font face actuellement à une insécurité alimentaire modérée à haute; cette insécurité alimentaire est essentiellement chronique.

L'analyse de la sécurité alimentaire et de sa tendance à court terme, développée dans les sections qui suivent, se base sur les trois composantes de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès et utilisation des aliments. Faute d'information suffisante liée notamment aux taux de malnutrition, la composante utilisation ne sera pas développée dans ce flash.

Disponibilité des aliments

Evaluation de la saison de printemps

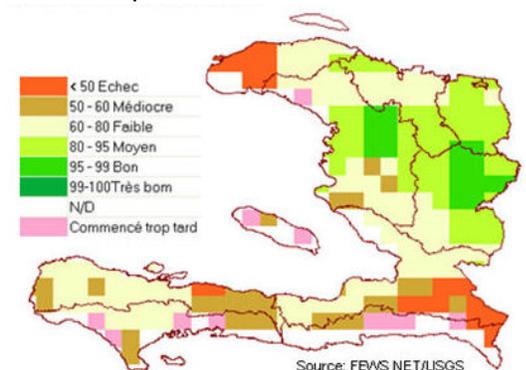
En dépit d'un certain chevauchement des saisons culturales et de l'échelonnement des semis, les récoltes de la saison de printemps (mars à août) sont en grande partie terminées à la 3^{ème} semaine d'août. Les cultures dominantes de la saison étaient le maïs, le haricot et les patates douces. En dépit de déficits de pluies intervenues de la 2^{ème} décennie surtout en avril et mai dans la moitié ouest du pays, la récolte de maïs est estimée moyenne dans le pays. La Figure 2, générée par le modèle d'Indice de Satisfaction de l'exigence en eau (Water Requirement Satisfaction Index – WRSI) suggère en effet que le potentiel de production du maïs que permettrait une distribution idéale des pluies a généralement été atteint à concurrence d'au moins cinquante pourcent. Les cultures de haricot et de patates douces, moins exigeantes en eau, ont même eu de meilleures performances que le maïs. L'image montre que la saison a été particulièrement bonne dans la partie centrale du pays, en particulier dans les départements du Centre et de l'Artibonite. Cette estimation a été corroborée par les responsables de liaison du MARNDR/CNSA. Les zones

qui ont été moins performantes ont été une fois de plus les zones semi-arides chroniquement déficitaires des départements du Nord-Ouest (plus précisément le 'Far West'), du Nord-est, de l'Ouest (la partie orientale) et de la Grande-Anse. Ces zones vulnérables devraient être ciblées par priorité dans les programmes d'assistance.

Il convient de noter que les pluies avaient été mieux distribuées lors de la saison de printemps 2007, qui a été une excellente saison. Par contre, la saison d'hiver qui a suivi (août 2007- janvier 2008) avait été très mauvaise, en raison surtout des tempêtes tropicales et de cyclones qui avaient frappé le pays vers la fin de la saison.

Signalons aussi que la production nationale ne couvre même pas la moitié des besoins du pays, en particulier pour les céréales les plus consommées dans le pays, i.e. le riz et le maïs. Notons aussi que les mois d'octobre et de novembre

Figure 2. Estimation de la performance du maïs à fin mai-août 2008, en pour cent du rendement potentiel



constituent une période de soudure difficile pour les ménages ruraux pauvres, car les réserves d'aliments s'épuisent à la maison et les prix du marché augmentent, alors que les prochaines récoltes ne seront pas disponibles avant un mois.

Démarrage de la saison d'automne

Depuis les événements d'avril dernier, le Ministère de l'Agriculture avec l'appui du Trésor public a mis en place une cellule responsable de la coordination et de la distribution de fertilisants. De juin à août 2008, le Venezuela, l'Argentine et le Mexique ont fait don d'environ 13,000 tonnes d'urée et d'engrais complets. Ces engrais ont déjà été, ou vont incessamment être mises en circulation sur le marché national. Selon le coordonnateur du programme, l'Etat subventionne les fertilisants jusqu'à 80 pour cent de leur valeur réelle, ce qui fait qu'un sac d'engrais qui se vendait entre 2500 et 3000 gourdes avant et pendant la crise est passé à 500 gourdes au producteur, le dernier maillon de la chaîne de distribution. Le programme actuel d'engrais a un impact considérable sur l'utilisation de ce produit par les agriculteurs. A titre indicatif, de 2004 à 2008, le pays consommait annuellement 15,000 tonnes métriques, tandis qu'en deux mois seulement (juin-août 2008), plus de 13,000 tonnes ont été distribuées. Les responsables du programme prévoient une consommation de 40,000 tonnes d'ici mai 2009. En termes d'importance, le département de l'Artibonite par le biais de l'ODVA qui appuie la culture du riz, a à lui seul consommé plus de 50 pour cent de cette disponibilité. Bien que le programme d'engrais réponde bien à l'objectif immédiat de relancer la production nationale et d'améliorer les revenus des agriculteurs, il pourrait difficilement survivre après le retrait des appuis extérieurs et risque à court et moyen terme d'exclure les importateurs et les commerçants privés de la filière, ce qui accentuerait les risques de non-durabilité. Le Gouvernement et les bailleurs de fonds ont un grand rôle à jouer dans la prestation de services publics tels que la recherche et la vulgarisation, ou encore la réparation et l'extension d'infrastructures de production ou de marketing.

La FAO à travers son Projet d'Urgence a pris un ensemble de mesures pour accompagner les agriculteurs dans quatre départements (Sud' Est, Sud, Ouest et Grande Anse) dans la campagne agricole d'automne. Cette cellule d'urgence a déjà procédé à la distribution d'environ cinq tonnes de semences maraîchères et compte distribuer 40 tonnes de semences de haricot dans les zones irriguées des départements du Sud' Est, des Nippes de l'Ouest et du Sud. La FAO a aussi distribué 75.000 kits d'outils agricoles. Avec un financement de ECHO de l'ordre \$1.000.000 US, l'agence compte construire des citernes d'eau et des bassins de rétention ou captages, diversifier les cultures maraîchères, promouvoir le petit élevage, et intervenir dans la conservation des sols.

Concernant les risques et chocs anticipés dans la saison, la National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA) a, dans la revue de ses prévisions en août, augmenté à 85 pour cent la probabilité d'une activité cyclonique supérieure à la normale pour la période de juin-novembre 2008. On devrait donc s'attendre à des tempêtes tropicales et cyclones violents plus tard dans la saison. Jusqu'au 21 août 2008, Haïti n'a vraiment été frappé que par la tempête tropicale Fay les 15 et 16 août 2008. Cette tempête qui a déversé beaucoup d'eau sur la partie Sud du pays (Sud-Est, Ouest, Sud, Nippes et Grand Anse) a provoqué sept décès officiellement confirmés, dont la majorité par noyade. En plus, bien que les cultures locales aient été endommagées, il est assez tôt dans la saison pour les cultivateurs de replanter. Il convient de saluer les immenses progrès que la Direction de la Protection Civile et ses partenaires nationaux et internationaux ont réalisés ces dernières années en matière de gestion des risques et désastres, notamment à travers la sensibilisation et la formation, l'allocation de ressources aux niveaux décentralisés et l'alerte précoce.

L'apparition au cours de la dernière saison agricole de foyers de grippe aviaire du type H5N2 (réputé non dangereux pour la volaille et les humains) dans les départements des Nippes, du Nord et du Centre constitue aussi un risque que le Gouvernement essaye d'éradiquer. Le Ministère de l'Agriculture a mis en place une structure de quarantaine autour des foyers découverts et intensifie les activités de dépistage d'autres foyers éventuels. Il a aussi procédé à l'abattage des poules dans les zones affectées, mais la difficulté de trouver des fonds nécessaires pour indemniser les éleveurs pour la perte de leur volaille retarde l'abattage préventif et réduit les chances de contrôle effectif de la maladie.

Accès aux aliments

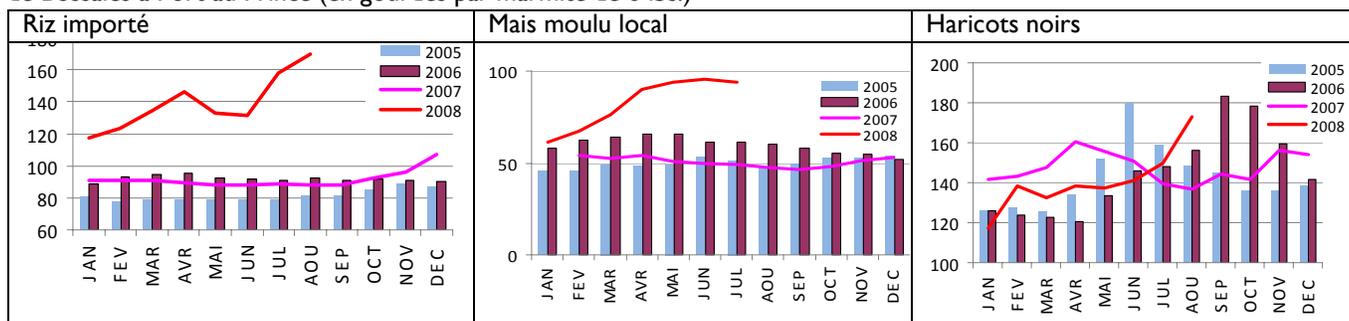
Marchés, flux et prix des principaux aliments de base

Les quatre aliments le plus souvent consommés en Haïti sont le riz, le maïs, les haricots et les racines/tubercules. Le riz est aux trois quart au moins importé des USA, et une grande quantité de maïs moulu est aussi importée. Par contre, les haricots et racine/tubercules sont surtout produits en Haïti, en particulier dans les zones irriguées du Sud et de l'Artibonite

et des zones de montagne du Nord, du Sud-Est et de la Grande-Anse. Pour tous ces produits, les marchés fonctionnent bien et sont bien approvisionnés pour le moment. Les flux vont des principales zones de production aux principales zones de consommation, dont la plus importante est la zone métropolitaine de Port au Prince. Certaines villes servent de centres de regroupements. C'est le cas de Gonaïves pour les tubercules et haricots provenant du Nord du pays, et de Cance près des Cayes pour le maïs et les haricots provenant du Sud et de la Grand' Anse. Si les marchés et les flux semblent être normaux, les prix sont par contre anormalement élevés. Ceci affecte le niveau de vie des familles et pose le risque de remous sociaux et d'instabilité politique.

Les prix du riz et du maïs avaient pourtant été très stables au cours des années 2005 à 2007 et généralement très bas, ayant bénéficié durant ces années de conditions favorables sur le marché international (Figure 3). Ces conditions ont beaucoup changé surtout depuis septembre 2007, provoquant presque un doublement de prix jusqu'en mai - juin 2008. Pour le riz, après une légère diminution de prix en mai, le prix du riz au détail à Croix de Bossales à Port au Prince vient d'augmenter d'environ 30 pour cent au cours de la période de la mi-juillet à la mi-août 2008. Les principales causes de cette augmentation sont la dépréciation de la gourde par rapport au dollar pour environ 10 pour cent depuis avril, la hausse du prix du carburant d'environ 11 pour cent au mois de juillet et l'arrêt de la subvention à la consommation de riz importé. Même si les prix du riz, maïs et blé ont baissé d'environ 15-20 pour cent en moyenne sur le marché international depuis juin, les experts prévoient que leur niveau restera très élevé à moyen terme en raison surtout de la forte demande enregistrée dans les grands pays émergents comme l'Inde et la Chine.

Figure 3. Evolution des prix nominaux des principaux aliments de base au cours des 4 dernières années, marché de Croix de Bossales à Port au Prince (en gourdes par marmite de 6 lbs.)



Source: CNSA/FEWS NET Haiti

Pour le haricot, un aliment essentiellement produit localement, les prix étaient relativement plus élevés et plus fluctuants au cours des années 2005 à 2007, mais ils sont devenus encore plus inabordable en 2008. Les prix de ce produit connaissent aussi une forte hausse depuis juin dernier, en raison sans doute de l'augmentation du prix du carburant et de la hausse de prix des autres aliments de base (Figure 3). Les prix élevés des aliments, dans une conjoncture socio-économique marquée notamment par la faible création d'emplois, expliquent pourquoi les ménages ont de la peine à faire face aux dépenses d'alimentation, alors que les prix d'autres biens et services essentiels (e.g., transports, soins de santé, éducation) ne cessent d'augmenter. Les principales stratégies de survie des ménages sont la réduction de la fréquence ou la diminution de la quantité des repas, la décapitalisation (en particulier par la vente de petits animaux), la production de charbon en milieu rural, et la migration. Toutefois, si la situation perdure, d'autres remous sociaux sont à craindre.

Les prix élevés des aliments de base constituent une grande opportunité pour les agriculteurs d'augmenter leur production, en utilisant pour cela plus d'intrants. Un grand appui du gouvernement et d'autres intervenants, non seulement la subvention des intrants, mais aussi dans les investissements en infrastructures d'irrigation, la recherche agronomique et la vulgarisation, permettrait à moyen terme d'augmenter considérablement la production nationale de ces aliments de base et d'autres aliments de substitution. Ces derniers comprennent les racines et tubercules, notamment la patate douce dont le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire du MARNDR, appuyé par la FAO, a mis au point un paquet technique capable d'augmenter les rendements de la culture de trois à seize tonnes par hectare dans les nouvelles zones d'intervention.

L'aspect revenu est aussi très important dans l'accès aux aliments. Cet aspect et les programmes de réponse (e.g., travaux de haute intensité de main-d'œuvre) seront plus développés dans un prochain flash de sécurité alimentaire. Les ménages agricoles qui vendent plus qu'ils n'achètent se trouvent dans une situation plus confortable, en raison des prix plus élevés, mais ces ménages de la catégorie des mieux lotis ne représentent qu'une minorité des ménages ruraux.

Recommandations

Vu l'état actuel de précarité et les tendances de sécurité alimentaires en Haïti, en particulier le fait que les aliments de base deviennent de plus en plus inaccessibles aux populations pauvres, il est recommandé ce qui suit au Gouvernement, aux bailleurs de fonds, organisations de la société civile et autres intervenants de terrain ;

- Augmenter et intensifier les activités de réponse à la crise alimentaire actuelle en cours et cibler davantage les zones les plus affectées
- renforcer sans délais les programmes d'augmentation de la production agricole nationale, y compris ceux des cultures et aliments de substitution des céréales importées. Les programmes devraient être aussi exhaustifs que possible, et comprendre outre la subvention des intrants, des investissements publics et privés dans des domaines connexes tels que la recherche agronomique et la transformation des produits.
- diversifier les programmes d'augmentation de la production vivrière pour inclure d'autres cultures telles que les racines et tubercules, notamment la patate douce dont les paquets techniques sont maintenant bien maîtrisées en Haïti; et
- mettre en place un système national de coordination, de suivi et d'évaluation de performance des programmes de développement et des opérations de réponse aux crises.

Ce rapport est produit avec la collaboration de:

